



Les
Producteurs
de lait
du Québec

À propos

Les Producteurs de lait du Québec, affiliés à l'UPA, représentent les **4 087 fermes laitières, possédées par 9 281 producteurs, qui livrent quelque 3,60 milliards de litres de lait**, dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de **3,61 milliards de dollars**. La mission de l'organisation est de rassembler les producteurs de lait du Québec par son leadership dans la mise en marché d'un lait de grande qualité, répondant aux attentes de la société, et assurer le développement durable des fermes laitières.

Retombées économiques



4 087
fermes laitières



3,60
milliards
de litres de lait



3,61
milliards \$
provenant des ventes
de lait



65 998
emplois* générés
par l'industrie laitière
* Inclut les emplois directs, indirects et induits.



117
usines de transformation,
dont **60 fabriques**
artisanales de
produits laitiers



1 682 531
de litres de lait donnés
par les producteurs aux
Banques alimentaires
du Québec

PIB

6,12
milliards \$
en contribution au PIB



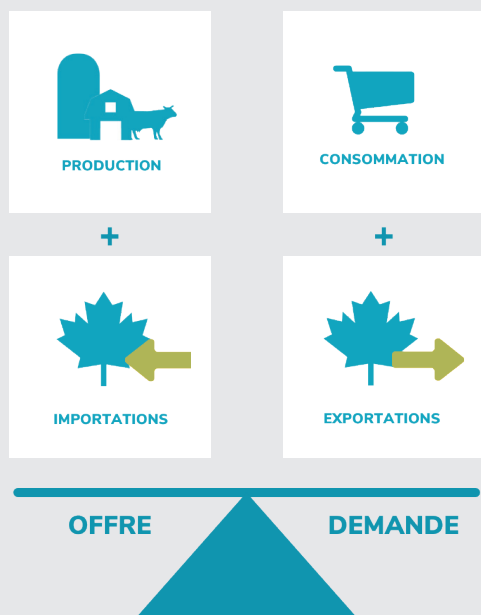
Revenus de taxation
1,03 M\$



Investissements
sur les fermes
649 M\$

Appui à la gestion de l'offre et à la mise en marché collective

La gestion de l'offre et la mise en marché collective sont des politiques agricoles qui permettent **d'assurer une production locale de lait et de produits laitiers de grande qualité, tout en offrant aux producteurs un revenu stable et équitable**, tiré entièrement du marché. Ce modèle, qui fait l'objet d'ententes fédérales-provinciales, repose sur trois piliers : gérer la production selon le marché ; assurer un revenu stable aux producteurs et gérer les importations. Tout en contribuant à la **sécurité alimentaire du pays**, il vise à procurer un environnement propice au développement et à la rentabilité des producteurs et des transformateurs laitiers. La filière laitière crée des emplois de qualité dans toutes les régions du Québec, contribuant ainsi à **l'occupation du territoire et à la vitalité de nos communautés**.



L'ACEUM

L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) est entré en vigueur en 2020, amenant des impacts importants pour les producteurs de lait du Canada :

- Accès à notre marché pour 100 000 tonnes de produits laitiers;
- Élimination de la classe d'ingrédients laitiers (classe 7) qui permettait aux producteurs d'assurer un marché pour les solides non gras (protéine et lactose) non requis sur le marché canadien;
- Plafonnement des exportations de solides non gras du lait à 35 000 tonnes sur l'ensemble des marchés mondiaux et pas seulement aux États-Unis et au Mexique;
- Obligation de soumettre à l'examen des Américains tous changements à la classification et aux prix de vente du lait des producteurs aux transformateurs canadiens.

Les producteurs de lait se sont conformés aux dispositions de l'Accord.

Au total

L'ACEUM est le troisième accord conclu sur le dos des producteurs de lait. Des parts de marché ont également été cédées dans l'AECG en 2013 et dans le PTPGP en 2018. **Au total, c'est 8,4% du marché canadien qui a été cédé à des intérêts étrangers.**

Combiné aux autres engagements commerciaux conclus dans le cadre de l'OMC, l'accès aux importations **représente 18 % du marché canadien, ce qui équivaut à 1,5 milliard de dollars par année en ventes pour les producteurs de lait d'ici au terme de la progression des accords.**



Nous demandons
À NOS GOUVERNEMENTS DE

- Choisir la sécurité alimentaire de sa population
- Choisir les entreprises et les investissements sur son territoire
- Choisir l'occupation et la vitalité de ses régions
- Respecter son engagement à ne pas mettre la gestion de l'offre sur la table des négociations et, conformément à l'esprit et la lettre de la loi adoptée en juin 2025 par le parlement canadien, à ne pas faire de concessions sur la politique laitière canadienne dans le cadre de la révision de l'ACEUM prévue d'ici 2026 ou toutes autres négociations.

Investissements et retombées

Entre 2021 et 2025, les producteurs de lait du Québec ont investi **3,25 milliards \$ en machinerie, équipements et dans leurs bâtiments, soit en moyenne 650 millions \$ par an**. Les producteurs laitiers investissent dans leurs entreprises pour les rendre plus performantes, efficaces et durables.

ANNÉE	INVESTISSEMENTS (M\$)
2021	431 M\$
2022	684 M\$
2023	813 M\$
2024	673 M\$
2025	649 M\$

Source : Groupe AGÉCO : Enquête sur les coûts de production des entreprises laitières au Québec, 2025.

La production laitière est le secteur agricole avec les investissements les plus élevés avec **45 % du total agricole investi en 2023**

En 2022, le secteur de la transformation laitière a généré des **livraisons de 2,7 milliards \$**.

Source : Bioclips, janvier 2025

Territoire

Grâce à la gestion de l'offre, les fermes laitières sont présentes sur tout le territoire du Québec, contribuant à la sécurité alimentaire, à l'économie et à la vitalité de nos régions.

Au Québec, au moins une ferme laitière est présente dans :

3 municipalités sur 5
(61,5 % des municipalités)

Près de 9 MRC sur 10
(85,6 % des MRC).



Emplois

L'industrie laitière est un employeur d'importance au Québec avec :



39 657 emplois

dans le secteur de la production



26 341 emplois

dans le secteur de la transformation

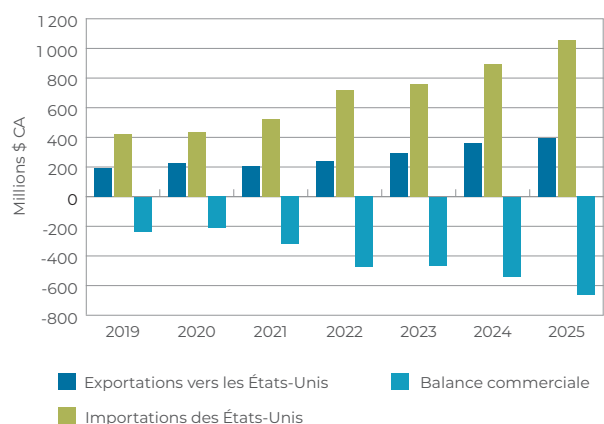
65 998 emplois
dans les secteurs directs,
indirects et induits.

Source : Renaud Sanscartier, économiste agricole.

Balance commerciale avec les États-Unis, pour les produits laitiers spécifiquement

Depuis l'entrée en vigueur de l'ACEUM, la valeur des importations de produits laitiers a cru de près de 150%. La balance commerciale pour les produits laitiers a pour sa part presque triplé : le Canada a maintenant un déficit de 666 M\$ en matière de commerce de produits laitiers avec les États-Unis.

BALANCE COMMERCIALE POUR LES PRODUITS LAITIERS

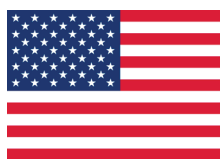


Source : Statistique Canada, 2025.

Des avantages concurrentiels inéquitables

Partout dans le monde, l'agriculture se distingue des autres secteurs d'activités économiques, car elle présente un haut niveau de risque tout en étant un secteur essentiel.

La mise en place de politiques de soutien, de régulation des marchés et de mesures d'exclusion de l'agriculture des accords commerciaux n'est qu'une réponse proactive à la gestion des risques agricoles pour assurer la sécurité alimentaire nationale, la production d'aliments de haute qualité et la rentabilité des entreprises agricoles.



APPROCHE BUDGÉTAIRE

ÉTATS-UNIS

- Farm Bill: 100 G\$ US/an pour le secteur agricole
- 31\$/hl en subvention pour la production laitière¹
- Main d'œuvre immigrante à faible coût qui garde les coûts de production bas
- Sans cette main d'œuvre, le prix au détail augmenterait de 90%²



APPROCHE RÉGLEMENTAIRE

CANADA

- Système de gestion de l'offre
 1. Une production pour répondre au marché
 2. Un revenu stable aux producteurs
 3. Un contrôle des importations
- Aucunes subventions pour soutenir le revenu

¹Étude de Grey, Clark et Shih, 2009

²Center for North American Studies, *The Economic Impacts of Immigrant Labor on U.S. Dairy Farms*, 2015

La déréglementation n'est pas une option

Selon une étude réalisée en 2015 par le Boston Consulting Group, la disparition du système de gestion de l'offre entraînerait des impacts économiques et sociaux désastreux dans le secteur laitier:



DISPARITION
JUSQU'À
50%
des fermes laitières



PERTE DE
24 000
emplois directs

PIB

PERTE NETTE DE
2,1 à 3,5
milliards \$
au PIB canadien

La déréglementation affecterait l'ensemble du secteur laitier, mais aussi l'économie et la vitalité de nos régions. Sans compter un recul majeur pour la sécurité alimentaire et l'utilisation de fonds publics importants pour soutenir les fermes restantes, comme le font certains pays.



La gestion de l'offre, l'option gagnante pour tous

Pour les **consommateurs**, grâce à des produits de grande qualité à prix raisonnables sans soutenir les producteurs par leurs impôts.

Pour les **transformateurs** qui reçoivent un approvisionnement régulier et de qualité.

Pour les **gouvernements** et **l'ensemble de la société** qui bénéficient des retombées économiques dans toutes les régions.

Pour les **producteurs** qui obtiennent un revenu juste entièrement tiré du marché.